

## CHAPITRE XII

# L'islam à Bruxelles : mobilisations identitaires et politiques

Younous LAMGHARI et Corinne TORREKENS

La communauté musulmane bruxelloise, multiple et hétérogène, est traversée par plusieurs lignes de fragmentation. La première est relative à l'origine nationale. Les deux plus grandes communautés musulmanes de Bruxelles, à savoir les communautés turque et marocaine investissent des espaces de religiosité séparés. Chaque communauté a ses propres mosquées et associations (Torrekens, 2007). Le deuxième type de polarisation est générationnel. La première génération de migrants est plus pratiquante et reste majoritairement attachée à la mosquée. A l'inverse, les nouvelles générations sont réticentes aux modes de transmission traditionnels. Lorsqu'elles désirent accéder à des ressources religieuses et spirituelles, les mosquées, chaînes satellitaires et écoles arabes/coraniques sont faiblement sollicitées au profit d'autres espaces de socialisation : associations, collectifs, réseaux sociaux sur Internet, maisons de quartier, clubs sportifs, troupes de théâtre, groupes de musique, mode, etc. Le troisième type de polarisation est relatif au mode d'engagement sociétal. Tandis que certains jeunes des deuxième et troisième générations mobilisent la dimension ethnique et culturelle de leur identité afin de concilier des préoccupations de nature contextuelle et ontologique, d'autres investissent davantage le référentiel religieux. Cela conduit à des postures identitaires et religieuses variées en fonction de l'importance que chacun donne à la dimension ethnoculturelle ou religieuse et à l'investissement dans le contexte de la société de résidence. Une multitude d'orientations d'acculturation en résulte et se traduit par des formes d'engagement politique différentes. En nous basant sur un répertoire de données multiples composé d'entretiens semi-directifs, d'observations ethnographiques, d'analyses de contenus numériques (statuts Facebook, blogs, etc.) et de documents secondaires divers, nous présenterons trois attitudes de la communauté musulmane à l'égard de l'engagement politique qui peuvent être décrites de manière idéale-typique selon la typologie d'Albert Hirschman (2011) : *exit*, *voice* et *loyalty*.

Ainsi, dans un premier temps, nous présenterons la stratégie de défection (*exit*) des jeunes identitaires qui ne signifie pas l'absence d'engagement politique, mais la défiance à l'égard du système démocratique considéré comme impie. Dans un deuxième temps, nous détaillerons la stratégie d'engagement loyaliste (*loyalty*) des jeunes interculturels qui, parfois de manière parallèle à un engagement au sein d'un parti politique (et à des positions d'élus dans certains cas), militent dans des réseaux associatifs en vue de combattre les discriminations vécues par les musulmans. Il s'agit donc en un sens de modifier les choses de l'intérieur et non de s'opposer au système comme dans le cas des identitaires. Dans un troisième temps, nous illustrerons les stratégies de prises de parole (*voice*) visant la défense des droits et revendications des musulmans lors des élections locales de 2012 par le biais de deux tentatives différentes, celle du boycott du collectif Vigilance musulmane, d'une part, et, d'autre part, la création d'une liste électorale spécifique, Islam.

### **S'engager tout en s'opposant, la stratégie « *exit* » des identitaires**

Les identitaires relèguent la composante belge de leur identité au second plan – voire la nient dans le registre argumentatif – et se conçoivent exclusivement comme musulmans. Ils sont dans une posture politico-religieuse particulière où un conservatisme religieux s'apparentant à une sorte de néosalafisme wahhabite<sup>1</sup> s'articule à un activisme politique caractéristique d'une frange des Frères musulmans<sup>2</sup> héritiers de Sayyid Qutb. Certains d'entre eux ont milité au sein d'Egalité<sup>3</sup> avant de quitter ce mouvement bruxellois suite à des désaccords notamment sur la question de la licéité de participer aux élections, de voter etc., les identitaires y étant farouchement opposés.

Les « identitaires » ont une filiation idéologique avec la tendance activiste issue du mouvement de la Sahwa (réveil) qui a vu le jour en Arabie saoudite dans les années 1950. Ce mouvement est une synthèse de la matrice militante des Frères musulmans et du dogme wahhabite prévalant en Arabie séoudite. Après une période de symbiose, la guerre du Golfe déclencha la rupture entre les gens de la Sahwa et la monarchie. Alors que le wahhabisme est un mouvement religieux puritain qui vise à lutter contre les « innovations » des autres musulmans, les Frères musulmans ont hérité de la lutte contre l'influence de l'Occident « impérialiste » prônée par le mouvement réformateur Nahda (fin du XIX<sup>e</sup> siècle – début du XX<sup>e</sup>) qui appelait, en même temps, au retour aux fondements. Sayyid Qutb, l'un des idéologues du mouvement des Frères musulmans, persécuté par le régime de Nasser en Egypte, a influencé la mouvance islamiste par ses idées radicales. Déclarant les régimes arabes impies, il fut avec Mawdûdî l'un

---

<sup>1</sup> Le salafisme est une doctrine littéraliste et rigoriste prônant le retour aux sources fondatrices de l'islam (Coran, tradition prophétique) appréhendées sous le prisme de l'interprétation des trois premières générations ayant côtoyé ou succédé au Prophète de l'islam.

<sup>2</sup> Les Frères musulmans sont un mouvement politico-religieux fondé en Egypte par Hassan al-Banna à la fin des années 1920. Grâce à leur activisme et à leur sens de l'engagement, ils sont considérés comme l'épine dorsale de l'islam politique. Pour aller plus loin, voir Brigitte MARÉCHAL, « Les Frères musulmans en Europe. Racines et discours », Paris, PUF, 2009.

<sup>3</sup> <http://www.egalite.be/>

des fervents théoriciens des idées de *Hâkimiyya*<sup>4</sup> de *Jâhiliyya*<sup>5</sup>, ne reconnaissant que la souveraineté de Dieu et déclarant que les sociétés arabes étaient retombées dans l'« ignorance préislamique ». Plusieurs groupuscules violents s'inspirent des idées de Qutb (Jama'at al-takfir wal-hijra, Jama'at al-jihad en Egypte, etc.).

Sur le terrain bruxellois se projettent également les clivages qui opposent les trois grandes tendances néosalafistes sur le sol séoudien. Selon nos observations, la tendance dite quiétiste<sup>6</sup> est largement majoritaire parmi les néosalafistes bruxellois. Cela se répercute sur leur engagement associatif, davantage tourné vers un travail d'édification de la foi. Lors de la dernière décennie, certains rapprochements ont été opérés avec la pensée des Frères musulmans, mais cela semble moins déboucher sur un plus grand engagement dans la société de résidence que sur un assouplissement de certains positionnements théologiques. Si nous nous intéressons plus aux « identitaires », c'est parce qu'il s'agit d'une tendance néosalafiste qui s'engage publiquement dans le champ politique, même si cela se fait en marge, voire en opposition, au monde politique belge.

Dans la doctrine sahwiste, les « identitaires » puisent tant le référentiel wahhabite qu'un sens fort de l'engagement. Les « identitaires » se structurent essentiellement autour d'un collectif : le « Collectif réflexions musulmanes » (CRM) composé principalement de jeunes étudiants. Les activités de ce collectif consistent en l'organisation de conférences et la distribution de tracts de nature politico-religieuse. Les conférences sont l'occasion de donner la parole à des auteurs français comme Issam Aït Yahya, Abu Soleyman al-Kaabî ou Soulaymane Chemlal qui font la jonction entre les sahwistes du Golfe et les jeunes francophones. Hormis l'organisation de conférences, le CRM distribue des tracts, et l'un de ses dirigeants a déclaré lors d'une émission sur Radio al-Manar – où il appelait à boycotter les élections d'octobre 2012 – avoir distribué quelques milliers de tracts en faveur du boycott.

Le dogme salafiste wahhabite est mis à l'ordre du jour : le principe central de l'unicité divine est agrémenté d'un principe plus moderne et engagé politiquement, celui de la condamnation du *Taghout*. Si dans le langage coranique, ce terme réfère à tout ce qui peut être adoré en dehors de Dieu, le courant militantiste dont Sayyid Qutb constitue l'une des figures de proue a fait un usage politique de ce concept (Qutb, 1982), décliné dans ces termes par le CRM « toute entité qui s'approprie un pouvoir, un droit ou toute autre caractéristique qui ne revient qu'à Allah Seul (...) qu'il soit suivi, obéi ou adoré »<sup>7</sup>. Pour les identitaires, le *Taghout* a changé de visage, et ce sont aujourd'hui la démocratie, la laïcité, les droits de l'homme, etc., qui incarnent les

<sup>4</sup> L'idée selon laquelle seul Dieu a le pouvoir exclusif de légiférer. Toute forme de législation par les humains est considérée comme une offense faite à Dieu.

<sup>5</sup> L'idée selon laquelle les sociétés arabes sont retombées dans l'état d'ignorance (donc de paganisme, d'incroyance) qui a précédé la venue du Prophète.

<sup>6</sup> Orientée vers la dimension spirituelle.

<sup>7</sup> Fascicule « O Oumma du Tawhid » distribué par le CRM lors d'une conférence en juillet 2013 : 2.

« idoles modernes »<sup>8</sup>, c'est pour cela qu'il faut « déclarer leur fausseté, s'en écarter et éprouver de la répulsion » à leur égard<sup>9</sup>.

Si le CRM insiste sur le retour à un dogme pur, c'est qu'il estime que la communauté musulmane est en état de « décadence » en raison de facteurs tant externes qu'internes. Le retour à un dogme pur réalisé sur le plan individuel s'accompagne de devoirs collectifs, l'islam étant par essence politique. Appliquer d'autres législations que la Loi divine est considéré comme un défi porté à Dieu, cela mène à la mécréance. C'est pour cela que le CRM appelle la jeunesse musulmane à renouer avec les notions d'Etat islamique, de Hâkimiyya, de Charia (loi islamique), etc., afin de revenir au message authentique de l'islam.

S'il est prématuré d'évaluer le véritable poids de cette tendance en pleine construction au sein de la jeunesse bruxelloise, le profil charismatique de ses dirigeants et le succès que connaissent ses activités obligent à en suivre l'évolution<sup>10</sup>. Les concepts mobilisés peuvent être au demeurant trop conceptuels et trop en décalage avec la réalité pour se traduire dans des actions concrètes. Sur les réseaux sociaux, les dirigeants tiennent un langage ambivalent où les actions des djihadistes mondiaux sont promues parce qu'elles constituent des réponses aux agressions des oppresseurs occidentaux, tandis que la prudence est de mise quant au contexte local. Ainsi, lors de la polémique concernant le départ en Syrie de jeunes musulmans belges, l'initiative d'un jeune prédicateur bruxellois, à savoir se rendre sur place afin de les persuader de rentrer, avait été brièvement, mais vertement critiquée. Pour l'instant, c'est un autre principe qui nous permet de saisir le positionnement de cette tendance sur le plan local, à savoir le principe de « l'alliance et [du] désaveu ». Pour le CRM, ce principe signifie l'amour et la solidarité avec les musulmans et le désaveu des « partisans du Chirk<sup>11</sup>, et ce, peu importe la doctrine qu'ils professent, qu'elle soit chrétienne, hindoue, bouddhiste ou encore séculière – laïque »<sup>12</sup>. Conceptualisé par Ibn Taymiyya, ce principe est une composante à la doctrine wahhabite, sauf que le courant djihadiste en a fait un pilier de sa doctrine : le désaveu porte sur les « partisans du Chirk » en raison non de leurs actes, mais du simple fait qu'ils ne sont pas musulmans. Pour les identitaires bruxellois, le « désaveu des mouchrikines »<sup>13</sup> s'accomplit « en exprimant de l'animosité dirigée contre le Chirk et les mouchrikines, par les paroles et par les

<sup>8</sup> Dans son ouvrage « De l'idéologie islamique française » (CIRD, 2011), Issam Ait Yahya procède à une réfutation totale de ces notions, en mobilisant à la fois les critiques de penseurs occidentaux à leur encontre et de la littérature islamique. Cet auteur est l'un des promoteurs du concept d'« identitaires musulmans ».

<sup>9</sup> Fascicule « O Oumma du Tawhid » : 2.

<sup>10</sup> Fin 2013, quelques leaders de cette tendance sont partis en Syrie. L'un d'eux est rentré en décembre 2013, affirmant qu'il effectuait une mission humanitaire à la frontière turque. Un deuxième publie régulièrement des messages élogieux pour les activités d'al-Qaida. Un troisième a communiqué une photo où, en tenue militaire, il arborait fièrement une kalachnikov.

<sup>11</sup> Polythéisme, idolâtrie, paganisme. Dans l'imaginaire néosalafite, ce terme peut désigner pêle-mêle l'incroyance ou les actes – émanant de musulmans – considérés comme une forme d'idolâtrie (visite des tombes des saints, etc.).

<sup>12</sup> Fascicule « O Oumma du Tawhid » : 7.

<sup>13</sup> Ceux qui pratiquent le « Chirk ».

actes ». Témoignant de cette animosité, le musulman « se placera volontairement sur une rive et laissera les défenseurs du Chirk sur l'autre, tout en gardant un comportement juste, doux et noble, mais ferme à l'égard de ces derniers »<sup>14</sup>.

Le discours du CRM est à la fois essentialiste, exclusiviste et ségrégationniste. Il réduit la personne à une identité, religieuse en l'occurrence, en fonction de laquelle il opère une différenciation totale. Ce discours assumé dans des tracts et les positionnements affichés sur les réseaux sociaux tranchent complètement avec la démarche des interculturels, soucieux d'influer le rapport social défavorable aux musulmans par un engagement sociétal (voir plus bas). La démarche des identitaires est autre : se maintenir en marge du « système », construire un cocon identitaire et l'envelopper dans une coquille religieuse à la recherche d'une valorisation déniée par ailleurs. Apparentés aux sahwistes, les identitaires ont un potentiel militant et contestataire fort à l'égard du pouvoir qui pourrait à l'avenir s'exprimer dans une forme plus concrète. Soulignons enfin, qu'un ensemble disparate de jeunes fréquente indifféremment les activités organisées par l'un ou l'autre groupe, en vertu d'un bricolage identitaire et religieux.

### ***Loyalty* : les réseaux associatifs des « interculturels »**

Par interculturels, nous entendons les jeunes des deuxième et troisième générations qui sont dans une culture de l'entre-deux. Nés en Belgique, ils se sentent à la fois belges et musulmans. Même s'ils se sentent renvoyés à une altérité irréductible par la société « d'accueil », ils ont fait le choix de l'adopter et revendiquent leur pleine citoyenneté. Ils réalisent une synthèse et un métissage des deux systèmes culturels dont ils sont porteurs.

Si ce groupe a un rapport traditionaliste à la religion, il prend toutefois en compte les contraintes du contexte séculier de la société belge et les contradictions entre les deux systèmes culturels que cela engendre. Pour venir à bout de ces contraintes et des processus de relégation sociale qui frappent leur groupe d'appartenance, les membres de cette tendance choisissent la pleine participation dans la vie citoyenne dans l'espoir d'une reconnaissance sociale. En parallèle à l'engagement dans les partis politiques traditionnels, d'autres formes de mobilisation sont adoptées : associations, groupements de professionnels, collectifs et groupes de réflexion. Les plus jeunes investissent essentiellement le monde associatif, tandis que les « aînés » combinent généralement les deux types d'engagement.

Contrairement à la tendance néosalafiste ou soufie, l'engagement associatif de cette tendance s'exprime rarement dans des termes purement religieux. En fonction de considérations contextuelles, la référence religieuse est tantôt bien affichée, tantôt mise en sourdine mais dans les deux cas, elle semble plus donner à voir une identité religieuse assumée que constituer en elle-même un enjeu conflictuel.

Parmi les associations représentatives de cette tendance, citons EMBEM (Empowering Belgian Muslims), une ASBL qui a vu le jour en 2012, portée par des cadres de confession musulmane ayant réussi socialement. Cette ASBL vise à

<sup>14</sup> Fascicule « O Umma du Tawhid » : 8.

créer des synergies, à permettre l'*empowerment*<sup>15</sup> individuel et communautaire. Au cours de la journée de lancement, des universitaires belges et des dirigeants associatifs américains furent invités pour partager leurs expériences. L'idée était de valoriser toutes les initiatives visant à promouvoir « un discours inclusif, citoyen et participatif »<sup>16</sup> et de développer une plateforme « où toutes les personnes porteuses d'un projet de changement social puissent se rencontrer afin de favoriser la connaissance mutuelle des acteurs associatifs et les partages de bonnes pratiques »<sup>17</sup>. En termes d'action collective, EMBEM constitue un réseau de mobilisation souple basé sur l'interconnaissance et misant sur les ressources en termes de capital social de ses membres.

L'ABPM (Association belge des professionnels musulmans) est une autre association qui s'inscrit dans une logique similaire d'*empowerment*, mais qui se concentre sur le domaine économique. Parmi ses activités, mentionnons une formation ponctuelle à la diversité culturelle et l'implication dans un programme de parrainage mis en place par l'UCM (l'Union des classes moyennes) avec le soutien d'Actiris, qui vise à favoriser l'emploi des jeunes Bruxellois d'origine étrangère. L'ABPM organise également un salon annuel : le salon Décluc qui vise à « inspirer les talents de demain » en faisant se rencontrer des professionnels et des étudiants. Ateliers, exercices de théâtre et activités ludiques, telle est la formule pour attirer le jeune public. La première édition du salon « Lead » qui s'est déroulée en 2013 a visé quant à elle à rendre plus visible l'entrepreneuriat issu de la diversité. Ces activités sont encouragées par les autorités politiques belges, qu'il s'agisse des bourgmestres de communes bruxelloises ou du ministre de la Région bruxelloise en charge de l'Emploi et de l'Economie.

Ces associations jouent sur deux terrains : d'une part, celui de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations en disposant notamment de connexions avec d'autres structures associatives comme Muslim Rights Belgium (qui vise à lutter contre l'islamophobie) ou encore avec le Réseau européen contre le racisme (ENAR), et d'autre part, celui de l'émancipation sociale des jeunes musulmans. La logique de l'*empowerment* est bien prégnante, la réussite sociale étant présentée comme le moyen de s'en sortir par le haut, ce qui donne une impression d'élitisme.

Sur le plan religieux, ces jeunes suivent majoritairement les avis des grandes personnalités de référence sunnites<sup>18</sup>. L'intellectuel suisse Tariq Ramadan continue à inspirer une bonne partie de cette jeunesse et la conforte dans son désir de vivre son islam de manière décomplexée. Cela aide à relativiser le poids de certaines normes traditionnelles dans l'action quotidienne. Par exemple, la question de la

---

<sup>15</sup> L'*empowerment* est l'octroi de plus de pouvoir aux individus ou aux groupes pour agir sur les conditions sociales, économiques et politiques qu'ils subissent. L'expression désigne par conséquent le processus qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'agir et d'accéder à plus de pouvoir.

<sup>16</sup> Courrier électronique d'EMBEM en date du 5 mars 2012.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Le sunnisme et le chiisme sont les deux principaux courants du monde musulman. Le sunnisme est largement majoritaire en Europe et en Belgique. Le chiisme est quant à lui principalement représenté en Iran.

licité de la musique semble dorénavant réglée, de même que la mixité hommes/femmes. Le dépassement de ces deux contraintes permet une plus grande liberté de mouvement. Des initiatives ponctuelles permettent de fournir un cadre plus religieux à ces rencontres à l'instar de « Rencontre avec l'islam » qui organise des cours avec différents prédicateurs, notamment Yacob Mahi, Mustapha Kastit, Anas Tigra et Mouhameth Galaye Ndiaye.

### ***Voie : la défense des « intérêts » des musulmans lors des élections locales de 2012***

Bruxelles occupe une place particulière en termes de représentation politique de la « diversité » au niveau des villes européennes comme au niveau belge : de nombreux candidats d'origine musulmane exercent des mandats tant au niveau local (conseiller communal, échevin, bourgmestre, etc.) qu'au niveau régional, et ce, au sein de l'Exécutif et du Parlement. Cependant, la représentation statistique d'une population particulière dans les assemblées ne livre aucun enseignement quant à la représentation des intérêts de ladite population (Martiniello, 1997 : 115). Et c'est à ce titre que les élections communales de 2012 ont introduit de nouvelles dynamiques. En effet, à cette occasion, de nouvelles stratégies de mobilisation de collectifs musulmans ont vu le jour. Ces tentatives peuvent être considérées comme « centrées sur l'Etat » du fait qu'elles dépassent les voies traditionnelles d'organisation collective pour s'engager de manière directe dans des interactions politiques avec des acteurs étatiques et visant l'accès au processus politique de manière à influencer son agenda (Bousetta, 2005 : 196-197).

L'observation ethnographique de la campagne précédant les élections communales de 2012 a très vite montré l'émergence d'un débat lié à l'existence d'un possible vote musulman issu du comportement prétendument communautariste des populations d'origine turque et marocaine. Or, lors de ces élections, les candidats d'origine étrangère et, plus précisément, les candidats d'origine musulmane étaient nombreux, les élus également, et ce, sur l'ensemble du spectre politique (à l'exception de l'extrême droite). En d'autres termes, l'offre politique avait littéralement explosé et était à ce point plurielle qu'elle ne permettait plus à un candidat particulier de capitaliser uniquement sur un vote identitaire. Enfin, divers candidats congolais, portugais, polonais et français, par exemple, assumèrent ou utilisèrent des pratiques électoralistes communautaires sans que cela suscite autant de polémiques que dans le cas de la communauté musulmane d'origine turque et marocaine. Fatima Zibouh (2011) parle de « racialisation » du référentiel musulman dans les débats publics lorsque l'altérité n'est plus définie par une ethnicité ou une origine (l'Arabe, le Marocain ou le Turc, etc.), mais plutôt par une assignation identitaire musulmane. En quelque sorte, l'altérisation religieuse vient dédoubler la première mise en altérité ethnique. Ainsi, le communautarisme est forcément une pratique étrangère (premier processus d'altérisation), et forcément celle des minorités « les plus visibles » dans le débat public actuel (deuxième processus de mise en altérité). Cette dynamique s'est brillamment illustrée lors de la passe d'armes entre Jean Demanze et Emir Kir, tous les deux membres du parti socialiste, pour le mayorat de Saint-Josse. Pour rappel, Emir Kir, secrétaire d'Etat régional avait obtenu 1 916 voix de préférence dans la



petite commune de Saint-Josse-ten-Noode (27 548 habitants) sur la liste emmenée par le bourgmestre sortant Jean Demanze qui obtint, lui, 1 215 voix. Lors des précédentes élections communales de 2006, Kir avait déjà dépassé (de peu) son mentor, mais en 2012, il refusa de respecter un accord pré-électoral qui voulait que Kir ne devienne bourgmestre qu'en 2014, c'est-à-dire à la fin de son mandat de secrétaire d'Etat. Après une saga politique de plusieurs jours, la presse titrera sur l'élection du premier bourgmestre « musulman »<sup>19</sup>. Et Jean Demanze déclara dans le cadre du journal télévisé de 13 heures de la première chaîne publique francophone, la RTBF : « vous savez, je suis... je fais partie de cette petite communauté d'anciens Belges à Saint-Josse, nous sommes encore 18%, mon grand-père était belge. Ça veut dire que ce n'est pas facile non plus pour quelqu'un qui est né dans sa quatrième génération (...) d'accrocher des voix »<sup>20</sup>. Dans la suite de son interview, Demanze laisse clairement entendre que Kir a bénéficié d'un vote communautaire turc. Ainsi donc, ce sont d'abord des réseaux de clientélisme spécifiques (communautaires, turc et musulman) qui sont mis en avant dans le débat public afin d'expliquer le succès électoral de Kir avant son parcours politique en tant que militant, conseiller communal, secrétaire d'Etat, etc. Kir est donc considéré d'abord comme un élu turc, puis musulman, indépendamment de ses propres références identitaires alors que, le vote étant secret, il est impossible de mesurer de manière précise le degré de mobilisation communautaire en sa faveur. En soutenant d'abord l'establishment, via la position de Demanze, contre l'outsider Kir, l'appareil politique du parti socialiste passa largement à côté de l'occasion de reconnaître l'importance et le rôle des candidats dits d'ouverture et butta sur une modification des comportements, à savoir le refus de ces élus de jouer un rôle politique de second plan.

Depuis des années, la mobilisation du réseau des mosquées (distribution de tracts, organisation de débats, présentation des programmes, visites de « courtoisie », etc.) par des élus tant musulmans que non musulmans pose question et suscite d'intenses polémiques au sein même de la communauté des croyants. Lors des communales de 2012, il est avéré que des SMS contenaient des consignes de vote en faveur du parti socialiste<sup>21</sup>. Cependant, il est impossible de déterminer dans quelle mesure ces consignes entrent en ligne de compte au moment du vote. Etant donné la volatilité du leadership musulman et les nombreuses querelles individuelles et idéologiques entre personnalités locales, certaines conclusions relayées dans le débat public paraissent parfois hâtives. Car cela revient à méconnaître les réalités de l'islam local en considérant la mosquée comme un espace consensuel. Dans la même veine, un jeune prédicateur bruxellois, Iliass Azaouaj, publia sur sa page Facebook un montage photographique de plusieurs candidats musulmans sans la moindre concertation avec ceux-ci et laissant entendre que leur appartenance à la communauté permettrait de faire avancer les revendications des musulmans.

<sup>19</sup> « Elections communales belges : le vote musulman, grand vainqueur à Bruxelles », Novopress.

<sup>20</sup> RTBF, Journal télévisé 13 heures, 17 octobre 2012.

<sup>21</sup> « De Permentier : « les mosquées ont aidé le PS à Forest et à Molenbeek » », lalibre.be, 16 octobre 2012.



### ***Le boycott de Vigilance musulmane***

Aux élections communales d'octobre 2012, aucun candidat n'a présenté, au sein des partis politiques classiques, de programme lié à l'islam ou à la défense/promotion de l'identité musulmane. Par contre, le *think tank* « Vigilance musulmane » publia un communiqué indiquant ses préférences pour les élections : à savoir, blanc en Région wallonne, car à leurs yeux « aucun parti n'adopte ni n'affiche des positions qui méritent notre suffrage », Groen en Région flamande et ce, uniquement dans les communes où ce parti se présentait seul, sans cartel avec d'autres formations politiques ; et également blanc en Région de Bruxelles-Capitale, *Groen* ayant décidé de faire liste commune avec Ecolo<sup>22</sup>. Le communiqué de Vigilance musulmane fut accompagné de montages photographiques « chocs » détournant les slogans et les noms de domaines des partis politiques francophones.

L'opinion de Vigilance musulmane était fondée sur la considération selon laquelle les intérêts de la communauté musulmane non seulement n'étaient pas représentés, mais surtout que des lois attentatoires aux libertés fondamentales des musulmans étaient prises malgré la présence d'élus d'origine dans les différentes instances politiques (Torrekens et Lamghari, 2013). Même limitée – Vigilance musulmane se compose pour l'essentiel de deux animateurs et de quelques sympathisants – il s'agit de la première initiative de défiance des institutions politiques classiques et de leur mise en cause dans le non-respect des droits fondamentaux des musulmans.

### ***Une liste islamique à Bruxelles : la liste Islam***

Une autre mouvance politique intitulée « Islam » présenta trois listes représentant quatre candidats au total dans trois communes bruxelloises : Redouane Ahrouch à Anderlecht, Lhoucine Aït Jeddig à Molenbeek, Abdelhay Bakkali Tahiri et Zeynebe Bakkali Tahiri à Bruxelles-Ville. Au moment de la campagne électorale, le programme de la liste Islam, tel qu'il apparaissait sur son site Internet, n'avait d'islamique que de vagues références à une éthique musulmane dans la conduite et la gestion des affaires publiques<sup>23</sup>. Le tract distribué de manière très ciblée dans certains quartiers présentait pourtant trois revendications très concrètes et propres à la communauté musulmane, mais une seule relevait directement du niveau de pouvoir pour lequel ils se portaient candidats : l'instauration de jours de congés confessionnels musulmans, l'autorisation du port du foulard dans les écoles (compétences communautaires) et l'introduction de repas halal (compétence communale).

A l'issue du scrutin, la mouvance Islam avait réuni 5 150 voix cumulées (cases de tête et voix de préférence), soit 1 839 à Anderlecht, 1 833 à Bruxelles et 1 478 à Molenbeek et deux sièges, respectivement à Anderlecht et Molenbeek.

<sup>22</sup> <https://www.facebook.com/Think.tank.Vigilance.musulmane>.

<sup>23</sup> <http://www.islam2012.be>

**Tableau 12.** Score en voix de préférence des candidats des listes Islam

Nom	Nombre de voix	Siège
Redouane Ahrouch	1 446	1
Bakkali Tahiri Abdelhay	1 144	0
Lhoucine Aït Jeddig	1 102	1
Bakkali Tahiri Zeynebe	733	0
<b>Total</b>	<b>4 425</b>	<b>2</b>

En laissant comme adresse de contact mail [noon@belgacom.net](mailto:noon@belgacom.net) sur son site Internet, la liste Islam reconnaissait implicitement sa filiation avec l'ancien « parti » islamique Noor créé à l'occasion des élections législatives de juin 1999, qui n'a jamais compté plus de dix membres (entre 3 et 10) selon Pierre-Yves Lambert<sup>24</sup> et qui était déjà dirigé par Redouane Ahrouch, Belge d'origine marocaine et membre fondateur de la mosquée chiite Reda à Anderlecht. Ce parti a présenté un candidat unique à la Chambre ainsi que trois suppléants aux élections fédérales de 1999 et recueilli 1 244 voix et 1 141 voix aux élections fédérales de 2003 dans l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Il disparaît ensuite de la scène politique. Pendant son absence, le parti Citoyenneté et prospérité (PCP) dont le congrès fondateur eut lieu en 2003 à Molenbeek, émanation du Centre islamique de Belgique dont le chef spirituel était le cheikh Bassam Ayachi et considéré comme salafiste en raison d'une lecture intégraliste du Coran (au sens d'une lecture littérale du Coran et de l'imitation des premiers âges de l'islam)<sup>25</sup>, présenta 22 candidats aux élections fédérales de 2003 pour un total de 8 258 voix. Ramené au niveau communal, le score était de 2,02% à Anderlecht, 2,18% à Schaerbeek, 2,41% à Saint-Gilles, 2,45% à Bruxelles-Ville et 2,78% à Molenbeek<sup>26</sup>. Aux élections régionales bruxelloises de 2004, il présenta 35 candidats effectifs et 16 suppléants pour un total de 3 281 voix. Mais il fut concurrencé par un autre parti ayant le même type de revendications et issu d'une dissidence interne. En effet, l'un de ses membres fondateurs, le converti Jean-François – dit Abdullah – Bastin qui à lui seul avait engrangé 5 073 voix de préférence lors des élections précédentes, démissionna de la direction du PCP au motif de la « réorientation doctrinale sectaire et arrogante » du parti<sup>27</sup>. Il fonda alors le parti des jeunes musulmans (PJM) et présenta 29 candidats effectifs et 16 pour un résultat de 4 214 voix. La liste du PCP se distinguait de celle du PJM par le nombre de convertis (au moins 11 sur 35 candidats) et la présence de noirs africains, tandis que la présence turque, forte au PJM, y était inexistante<sup>28</sup>. Le PCP disparaît à son tour de la scène politique tandis qu'aux élections communales de 2006, le PJM présenta une liste de 5 personnes emmenée à Anderlecht par Jean-François Bastin qui récolta 1 246 voix

<sup>24</sup> Voir « Noor » : [www.suffrage-universel.be](http://www.suffrage-universel.be).

<sup>25</sup> « Onze fiches sur les mouvements islamistes actifs en Belgique », <http://www.cie.ugent.be/archief/docu26.htm> (consulté le 4 juin 2013).

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Ter.

<sup>28</sup> Ter.

et une autre liste de 6 candidats à Molenbeek qui remporta 1 168 voix. En 2007, le PJM présenta une liste à la Chambre pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde qui recueillit 4 135 voix. Ce n'est donc qu'aux élections régionales de 2009 que le parti islamique Noor refait surface en présentant une liste commune avec le PJM sous le nom de Musulmans.be, qui obtint 4 055 voix. Toutefois, aucune de ces précédentes tentatives n'avait débouché sur l'élection d'un candidat. Les résultats de la liste Islam constituent donc une première. Néanmoins, si le programme du parti Noor tel qu'archivé en 2001-2003 était ouvertement conservateur (sévérité pour les divorces, limiter la mixité dans certains lieux publics, pénaliser l'avortement, etc.), discriminant à l'égard des femmes (dans les propositions visant à réformer les lois sur l'héritage) et inspiré par une certaine interprétation de la loi islamique (comme dans le fait de favoriser le mariage dès l'adolescence)<sup>29</sup>, ce n'est qu'après les élections – lors d'une conférence de presse – que les représentants de la mouvance Islam créèrent le polémique. Ainsi, ils multiplièrent les déclarations contradictoires en faveur de l'instauration de la charia qu'ils définirent tour à tour comme une philosophie, un code moral, un dispositif législatif, etc. (Lamghari, 2013). Pour les élections régionales de 2014, les représentants de la liste Islam se sont alliés avec le très controversé député indépendant Laurent Louis. Un mois plus tard, le parti éclata suite à de graves dissensions internes, Laurent Louis et les membres fondateurs d'Islam se disputant la propriété du nom du parti, du site web et du poste de président.

Les résultats de la liste Islam restent anecdotiques en termes de rapport de force si on les compare au nombre de personnes (environ 50 000) qui – en quelques semaines – signèrent une pétition en ligne lancée par des personnalités issues de divers mouvements d'extrême droite et visant à interdire à ces deux élus de siéger. Qui plus est, le manque de maîtrise de la communication politique des représentants de la liste Islam ainsi que la probable faiblesse de leur bilan politique laissent à penser que ceux-ci ne parviendront pas à rééditer et à étendre le coup marketing de 2012. Néanmoins, cette percée électorale reste significative, car avec peu de moyens, une campagne électorale limitée et peu de candidats, la liste Islam a rassemblé un peu plus de 5 000 voix, soit près de deux fois plus que la précédente tentative du parti des jeunes musulmans six ans plus tôt. Ce résultat électoral laisse entrevoir l'existence d'une structure d'opportunités pour un parti politique confessionnel musulman se positionnant sur la défense et la promotion de revendications concrètes et pragmatiques d'une partie de la communauté musulmane dépassant de fait, ou en d'autres mots, surplombant les clivages classiques idéologique (gauche/droite) et de classe (prolétariat/bourgeoisie).

### Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons montré que la participation politique des musulmans est plus large que ce que des approches centrées sur la présence sur les listes et sur l'élection de candidats « musulmans » (Sandri et De Decker, 2008) ou encore sur base de leur patronyme ou de leur origine (Rea *et al.*, 2010) peuvent laisser penser. La précarité, le chômage, la relégation sociale et les discriminations font partie du

<sup>29</sup> « Noor », Suffrage universel, *op cit.*

quotidien de nombreux musulmans bruxellois. Cette situation aboutit à des sentiments divers : frustration, sentiment d'être des « citoyens de seconde zone », absence de perspective, défaitisme, etc. Les voies conformistes de la valorisation de soi (réussite scolaire et sociale, aisance économique, etc.) échouant apparemment à combler le besoin de reconnaissance sociale (Manço, 2102), le recours à des identifications religieuses peut avoir plusieurs fonctions : donner du sens, mais aussi répondre au besoin de légitimité et de reconnaissance sociale, réparer les effets du malaise social, procurer un sentiment de cohérence et une valorisation autant personnelle que groupale. Du degré de malaise social et identitaire dépend l'intensité des identifications. C'est le niveau de cette tension qui va décider des dynamiques identitaires, des positionnements religieux et des engagements politiques des individus. Et, devant l'accusation portée à l'encontre des élus d'origine musulmane selon laquelle – malgré leur présence parfois de longue date au sein des différents exécutifs et assemblées parlementaires – la situation globale des musulmans en termes de positionnements socioéconomiques et de représentations collectives au sein de la population non musulmane et au sein des médias ne s'est pas améliorée voire s'est détériorée, trois stratégies d'action sont observées et peuvent être appréhendées par le biais des idéaux-types de Hirschman (2011) : *exit*, *voice* et *loyalty*.

La première est représentée par les « identitaires » qui optent pour la voie de l'exclusion (*exit*). La quête d'identité, d'authenticité et de religiosité représente pour ces derniers une forme d'engagement politique. A vrai dire, les identitaires ne subissent pas plus l'expérience objective de l'exclusion, mais ils semblent en être particulièrement affectés. Ils donnent même l'impression d'entretenir le sentiment d'exclusion et de domination, de se mettre en situation d'auto-exclusion. Cela leur permet d'être confortés dans une vision binaire du monde où ils puisent une explication à leur condition : la *Umma* subit la domination occidentale à l'échelle du monde et les musulmans de Belgique pâtissent du même sort. Pour les identitaires, la domination se transforme en une expérience à vivre, un état mental, une sorte de « condition sociale totale » qui sert de ressource identitaire. Accompagnée de représentations sociales exclusivistes, cette identité de substitution sert à combler le déficit de reconnaissance.

La deuxième stratégie est représentée par les « interculturels » qui sont dans une posture d'inclusion (*loyalty*). Ce positionnement est loyaliste, car il ne vise pas à s'opposer au système ni à le condamner comme impie comme dans le cas des identitaires. Il s'agit au contraire d'investir les partis politiques traditionnels ou le tissu associatif en vue de faire évoluer les mentalités. Pour les interculturels, la domination est un rapport de force qu'il s'agit d'inverser par un jeu formel et institutionnel.

La troisième stratégie consiste en un processus inédit de prise de parole (*voice*) dans l'espace public sur la base d'un déni de reconnaissance et de la dénonciation d'injustices. Ces tentatives peuvent prendre des formes différentes et passer par une action de lobbying ou de l'entrepreneur de cause, comme l'illustre l'appel au boycott de Vigilance musulmane, ou encore par la création de partis spécifiques comme ce fut le cas de la mouvance Islam. L'ensemble de ces processus témoigne tant de l'hétérogénéité de la communauté musulmane bruxelloise que de la diversité de ses engagements politiques. Il illustre également l'émergence de nouveaux cadres, de

nouvelles élites musulmanes que le processus de reconnaissance de l'Exécutif des musulmans avait laissées exsangues.

D'autres recherches devront valider ou invalider ces prémisses ainsi qu'appréhender de manière précise le rôle des nouveaux médias sociaux dans le cadre de l'activation des réseaux organisant la participation politique des musulmans en Belgique.